



ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION : 48, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10^e) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR. C.C.P. 516 de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

MENDES A PREPARE LE POISSON D'AVRIL

Laissons-nous E. Faure le servir ?

EDGAR FAURE succède à Mendès-France. Issue sans surprise, prévue en coulisse avant même que se ouvre la crise gouvernementale. Pour autant que le vague de la dégradation d'investiture puisse être considéré comme le résultat d'un gouvernement, rien de fondamental ne sera modifié dans la politique gouvernementale. En Tunisie, poursuit des négociations, en même temps que la menace de la répression est brandie : « Les manifestations violentes qui viendraient à se dérouler, devraient être réprimées avec vigueur », dit Edgar Faure, « la fin de la guerre d'Indochine nous a rendus les moyens de faire face à toute éventualité ». Quant au Maroc, Edgar Faure l'a tout simplement oublié.

dés-France en Afrique du Nord, il serait insuffisant d'attribuer ces « conversions » au seul attrait de marquois ministériels.

Mendès-France, dans l'opposition, définissait tout un programme destiné à redresser la situation de la bourgeoisie française, à lui redonner toute sa puissance, au pouvoir, au lieu de la politique d'indépendance à l'égard de l'impérialisme américain qu'il avait précédemment définie, il devait participer aux accords de Londres et de Paris ; au lieu de la politique de réduction des dépenses improductives et d'augmentation des investissements productifs destinés à rendre l'industrie française « compétitive » sur le marché mondial, il dut maintenir au même niveau les dépenses militaires, continuer à verser ses subventions sur subventions à l'industrie pour lui permettre de faire face à la concurrence internationale; au lieu d'une politique coloniale à l'anglaise tendant à faire gérer les intérêts coloniaux de la bourgeoisie

française par les bourgeoisies indigènes, il dut vider de plus en plus de contenu la promesse d'autonomie faite aux Tunisiens, développer une féroce répression en Algérie, et laisser pendante, sans même l'esquisse d'une solution, la situation au Maroc. Sa chute résulta de son impuis-

ce à faire autre chose. L'entrée dans le nouveau gouvernement des politiciens bourgeois qui combattirent Mendès-France, qui pour autant n'ont pas fait autre chose que d'affirmer, est une démonstration sous une

(Suite page 2.)

Une lettre de KRIM BELKACEM chef des partisans de l'Aurès au président de la République

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, Les 26 et 27 décembre 1954, l'Armée française a déclenché une opération de grande envergure dite « Aloes ».

4000 hommes de troupe patrouillaient sur 1000 km² (région de Dra-El-Mizan et Mirabent). Résultat : un de vos soldats abattu et un jeune Algérien du Douar M'Kira, désarmé, lâchement assassiné par ses soldats.

Commissaires, des officiers, des centaines de soldats appuyés par un avion de chasse piquant sur les habitations de ma famille (démonstration de force avec un zèle inutile) envahirent la demeure de mon père KRIM EL-HADJ âgé de 80 ans. Celui-ci, qui avait déjà perdu la vue, avait rendu 33 ans de service dans l'Administration française et était admis à une retraite qui lui fut retirée en 1947 ainsi que l'autorisation d'exploiter son café meuro. Il était donc déjà victime, dans les années précédentes, d'une sauvage répression économique et policière.

Ainsi toute la famille, femmes et enfants, dut subir, durant des heures, les agissements féroces de vos militaires qui massacrèrent tout et incendièrent les maisons après avoir versé de l'essence sur du linge ramassé, sous le regard effrayé de tous les membres de ma famille qui durent déserter leur foyer.

Ensuite, ce fut mon père et mes trois frères qui ont été arrêtés et emmenés, après avoir été brutalisés, comme otages.

Monsieur le Président, Pourquoi donc ces mesquineries, faiblesses dégradantes pour la France ? Est-ce par ces procédés que l'on arrive à décourager un patriote qui aime son pays ? Est-ce par de telles manœuvres visant les sentiments familiaux que l'on arrive à freiner le patriotisme algérien ? Hier du passé historique de son pays ? Est-ce par de telles massacres, tortures et toutes sortes de cruautés que l'on arrive à arrêter.

(Suite page 2.)

CONFERENCE NATIONALE CONTRE LA REPRESSION COLONIALISTE

Le Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression, communique :

« Travailleurs manuels et intellectuels : Syndiqués et démocrates de toutes tendances Vous êtes invités à participer à la

PREMIERE CONFERENCE NATIONALE des Comités pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression (ouverte à tous ceux qui veulent empêcher l'Algérie de devenir un immense camp de concentration) qui aura lieu le Dimanche 6 mars aux Sociétés Savantes (Salle F), 23, rue Serpente, Paris 6 (Métro : Odéon)

Cette annonce de la tenue de cette première conférence nationale est accompagnée d'un appel à tous les travailleurs manuels et intellectuels, aux syndiqués et démocrates de toutes tendances dans lequel on peut lire notamment : « Le Comité pour la libération de Messali Hadj n'a pas la volonté de la répression ne perdra aucune occasion pour manifester sa volonté de lutte en participant en particulier à l'action des organismes plus larges qui dénoncent la politique de répression en général comme le Comité présidé par le professeur L. Massignon ou les CDSR dont il ne peut que compléter l'action.

Plusieurs articles dénoncent le calvaire du peuple algérien sous le régime colonial et les mesures de répression qu'on essaie de prendre en France contre les organisations ouvrières et démocratiques ; des articles de Jean Cassou et de Marceau Pivert, un appel de Louis Massignon, font de ce deuxième bulletin du Comité un témoignage éloquent du courant grandissant parmi toutes les couches de la population de lutte contre la répression et pour la défense du droit et de la justice pour le peuple algérien.

Nous doutons que la Première Conférence Nationale des Comités pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression soit un succès.

« LA VERITE » salue ce premier pas en avant de manifestation de la solidarité du peuple algérien et du peuple de France.

(1) Prix 20 fr. S'adresser à E. BOLLSELER, 87 bis, Av. du Général-Leclerc, Paris XIV^e.

Le n° 18 de

L'UNITE SYNDICALE

vient de paraître

Prix du numéro, 20 francs.

Abonnements : 1 an 240 fr., 6 mois 125 fr. C.C.P. Chamy, Paris 7345-P.

ALGERIE : 5 MOIS DE GUERRE

L'À pressée française serait bien inspirée si, au lieu de continuer à se battre, elle faisait le bilan des opérations et de la situation algérienne.

Ce serait chose facile, puisque les événements algériens ont éclaté le 1^{er} novembre.

1^{er} novembre, 1^{er} décembre, 1^{er} janvier, 1^{er} février, 1^{er} mars. Mais ces jours-là, les journaux ordinaires, les journaux de la question algérienne une discrétion de mauvais foi.

Puisque la presse ne croit pas bon de rappeler qu'il y a 150 jours que le peuple algérien a pris les armes, il est nécessaire de combler cette grave lacune.

Quand les événements des Aurès éclatèrent, ainsi que de nombreuses actions exécutées sur l'ensemble du territoire algérien l'émotion qu'ils provoquèrent fut intense et les réactions qu'ils suscitèrent furent vives.

Ce qui domina toutefois l'action des pouvoirs publics, ce fut la volonté

d'apaiser la crainte panique qui s'empara alors de l'émigration européenne en Algérie.

Les déclarations ne manquèrent pas : « L'Algérie c'est la France » « La négociation c'est la guerre » « Nous enverrons les forces nécessaires pour rétablir l'ordre et la sécurité plus qu'il n'en faut » etc.

Les actes non plus. L'OTAN donna son accord pour prélever les forces militaires nécessaires stationnées en Allemagne qui furent déployées en Algérie. Des compagnies républicaines de sécurité (CRS) furent envoyées au grand complet par les voies les plus rapides (y compris par transport aérien). Le marine y alla de ses unités, les chasseurs alpins, les goums, les tabors, la légion étrangère.

Suivant cette mobilisation extraordinaire, des plans furent tirés de pronostics faits. Il ne manquait pas un bouton de gilet pour nettoyer les Aurès, rétablir l'ordre, assurer la sécurité des populations. (1)

Toutefois, quelques gens avertis

plus particulièrement les militaires, pronostiquèrent un avenir moins brillant : « Si dans trois semaines, rien n'est réglé, alors cette guerre durera des années ». Tel était du moins l'avis d'un spécialiste en la matière, Juv, maréchal de France.

Mais les pouvoirs publics, immense machine à closer les consciences et à endormir les esprits, se lancèrent dans une série d'opérations spectaculaires : « Violette », « Aloes » et d'autres furent tentées dans le seul but de terroriser les populations dites « rebelles » mais qui étaient au plus et au mieux des « infimes minorités » mais qui nécessitaient néanmoins l'emploi de plusieurs dizaines de milliers d'hommes.

Les uns après les autres, ces opérations échouèrent. Les terroristes s'avèrent imprégnables, les Aurès d'accès difficile, les défilés montagneux propres aux ambascades.

Non seulement la « pointe d'agi-

DANIEL RENARD. (suite page 3.)

Les paroles et les actes

L'N'est jamais trop tard pour comprendre. Depuis quelques semaines, les dirigeants du PCF et de la CGT démontrent à l'appui, que le pouvoir d'achat ouvrier se situe à un niveau inférieur de 50 % à celui de 1950. Fort bien. L'époque n'est pas très lointaine. Duclos et Fajon, Frachon et Thoriz injuriant les trotskystes quand ceux-ci révisaient cette situation. Les travailleurs n'ont pas de rancune. Et si ce « tournant » des dirigeants stalinien ouvrait la perspective d'une action véritable pour le rétablissement du pouvoir d'achat d'avant-guerre, nous ne pourrions que nous en féliciter.

Hélas le caractère manouvrier de la nouvelle « ligne » explicative stalinienne est suffisamment clair. Le Conseil National de la Fédération des Cheminots CGT s'est réuni dernièrement. Siégeait à ce Conseil, entre autres, Tournemine, membre du C.C. du PCF. Et que revendique le Conseil National ?

Le retour du pouvoir d'achat de 1947.

Pourquoi 1947 ? Parce qu'à cette époque, Thoriz étant vice-président du Conseil, Billoux, ministre, etc... la vie était belle pour les travailleurs ? Non. En 1947 le pouvoir d'achat se situait également à 50 % de celui d'avant-guerre. Pourquoi ? Parce que les capitalistes français ont utilisé les années 1945-47 à reconstruire aux frais des travailleurs leur outil de production. Et à cette époque « la grève était l'arme de classe des trusts » selon l'historique parole de V. Duguet, dirigeant stalinien de la Fédération du Sous-Sol.

Car la vérité se trouve là. Les dirigeants du PCF savent que la revendication de retour au pouvoir d'achat de 1938 implique une lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste. Que la lutte révolutionnaire signifie une préparation méthodique de la lutte générale des travailleurs contre l'Etat capitaliste avec, comme objectif, d'imposer par l'action un gouvernement des travailleurs.

Mais les dirigeants du PCF qui savent tout cela tendent une main fraternelle aux hommes de la bourgeoisie qui ont voté contre la CGT et les accords de Londres et de Paris.

Ils déclarent dans leur presse, revues, discours que sans changement de l'orientation de la politique extérieure de la France, sans rupture avec les trusts il n'est pas d'amélioration durable possible du sort des travailleurs.

Mais ils affirment utopiquement la lutte révolutionnaire contre le régime. Comme s'il était possible d'en finir avec une politique de préparation à la guerre, de soutien des trusts en préconisant une politique qui rejette cette même lutte révolutionnaire.

Les dirigeants du PCF écrivent force article sur la paupérisation des masses. Et ils préconisent des actions limitées, se refusant à préparer le combat général des travailleurs. Ils déclarent à des grèves isolées de 20, 30, même 54 jours comme à Froncles, grèves qui s'avèrent impuissantes même à obtenir des revendications minimes.

Les nouvelles explications des dirigeants stalinien traduisent cependant quelque chose de très important.

En 1945-47 la grève pour eux était l'arme de classe des trusts, les travailleurs et les militants du PCF leur ont imposé la grève.

L'échelle mobile était pour Thoriz une revendication démagogique. Les travailleurs ont imposé la revendication de l'échelle mobile.

La productivité, c'est « Produire d'abord » était la panacée. Il a fallu que les dirigeants stalinien abandonnent la politique de productivité.

Encore en septembre 1953, après la grève générale, les chefs actuels du mouvement ouvrier saluèrent comme

LA VERITE.

(Suite page 4.)

Les JEUNES SOVIETS veulent rentrer chez eux

DIEN-BIEN-PHU a dissipé comme fétus de paille les mercenaires de la bourgeoisie française, les S.S. à tous leurs expéditions répressives. Déjà il était évident que la guerre d'Indochine ne pourrait pas être continuée sans que de nouvelles troupes soient envoyées en Indochine, sans qu'il soit fait appel au contingent.

Ce qui était impossible dans le cas de l'Indochine, sans le vote du Parlement était possible en Algérie, parce que le contingent s'y trouvait déjà. Et non seulement il s'y trouvait, mais encore de nombreux bateaux ont transporté de Marseille à Alger les jeunes travailleurs sous les armes. En l'absence de protestation efficace des organisations ouvrières, le gouvernement peut se permettre aujourd'hui une nouvelle provocation en retardant de 3 mois la libération des troupes de l'Algérie (fin mars 1955 au lieu de janvier 1955) encore ce n'est pas la une date limite, mais une simple promesse.

Les accords de Genève ont accordé un instant de répit à la bourgeoisie, leur ont permis de souffler ; par contre ils ne lui ont pas permis de constituer sa force, d'équiper un nouvel appareil de répression.

Aujourd'hui, une nouvelle guerre d'Indochine a commencé en Algérie ; pour essayer de briser la lutte héroïque du peuple algérien, l'Armée française aurait besoin de corps d'armée supplémentaires de « troupes d'élite » spécialement entraînées, adaptées aux conditions géographiques, climatiques, de cette « guerre de partisans ».

Ces troupes elle ne les a plus, elles ont fondu dans la guerre d'Indochine. Par contre, une fraction du contingent se trouvait en Afrique du Nord — sur place — et ce sont les jeunes du contingent qui dès les premiers jours de la guerre ont été employés à la sale besogne de la répression, pour le compte des gros colons, et des capitalistes français.

« Hier c'était les 18 mois qui étaient votés. Aujourd'hui c'est le contingent qu'on envoie au combat en Algérie. »

« Que prépare-t-on pour demain ? Il faut que ce demain-là ce soit celui des travailleurs, celui qu'il faudra imposer au gouvernement. C'est partout se forment des comités, où tous unis, militants du PS du PC, anarchistes, trotskystes, jeunes travailleurs indignés, nous exigeons la libération des 18 mois.

« La fin de la répression en Algérie, la levée du contingent du MTLD, la libération de Messali Hadj. A ces objectifs de classe, précis, aux tâches qu'ils déterminent il est chaque jour plus urgent de répondre. Et les travailleurs s'y répondront. »

H. LANGLOIS.

LES PAYSANS ET LE TROUVAISON TELLE SA VOIE ?

AVEC les incidents de Lille, la journée revendicative du 12 février, le IX^e Congrès de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploités Agricoles, la paysannerie vient de faire une nouvelle entrée en scène qui prouve que, loin de s'être atténués, les problèmes agricoles n'ont fait que s'amplifier constamment depuis les premiers mouvements en 1953.

Après les paysans pauvres du centre, les couches moyennes de la paysannerie ont, dans toute la France, ressenti le profond malaise qui règne sur le monde agricole.

La surproduction des produits agricoles et l'insuffisance des exportations conduisent le paysan à une loi inexorable, à la misère dans l'abondance.

On a assisté, au cours des dernières manifestations, à des distributions gratuites de tonnes de pommes de terre ce qui est une irruption hardie dans le domaine de l'économie future qui n'a pas manqué d'écarter la cohorte des courtiers, commerçants intermédiaires et autres parasites aussi nuisibles qu'inutiles.

Si de telles mesures ne peuvent être réalisées sur une large échelle, il n'est pas sans intérêt de voir les organisations agricoles s'orienter de plus en plus vers l'achat de produits qui tendent à déborder les cadres du régime capitaliste : la CGA du Puy-de-Dôme, dans un manifeste, annonce la création de centres de distribution de produits agricoles et de questions économiques et du travail avec les délégués qualifiés des centrales ouvrières représentant les consommateurs.

Nous avons déjà souligné ici que le seul moyen de supprimer la disparité entre les prix à la production

et à la consommation était la vente directe de la production agricole à coopérative d'achat ouvrière, aussi il faut considérer comme un signe riche de sens le fait de voir les organisations agricoles chercher à résoudre directement leurs problèmes. Compréhensif en effet la CGA que le gouvernement ne fera jamais rien en faveur du petit paysan mais qu'au contraire il cherchera à écraser au profit des grosses exploitations capitalistes ? Donnerait-on enfin un sens à ces paroles de « l'Internationale » : « Frolétaires, sachez-vous, nous-mêmes » ?

Dans les milieux citadins on ne sait pas assez que le bon pays 90 francs le kilo que l'agriculteur est revenu en bénéfice à 720 frs le kilo, le kilo de pomme de terre acheté 7 frs et revendu 20 frs, la laitue à 20 revendus 150 frs et l'ail à 50 frs revendu 130 frs.

Et de cette question des prix des marchandises la bourgeoisie fait un jeu de mot, elle introduit entre ouvriers et paysans, c'est pourquoi organisations agricoles et organisations syndicales ouvrières, coopératives et délégués qualifiés ont formé un front plus attendu des comités de vente et de consommation et des comités de contrôle au sein desquels ils ont leur contrôle aux trusts de la distribution.

Dans cette voie, paysans et ouvriers peuvent comprendre que les causes de la disparité des prix ne viennent ni des uns ni des autres mais seulement de profits excessifs des commerçants et des faux frais rendus par l'anarchie de l'économie capitaliste.

MICHEL DUPUY.

Le poisson d'Avril

(Suite de la première page)

autre forme de l'impuissance de toutes les couches de la bourgeoisie à définir une autre politique. Ou pour être plus exact à définir une politique d'ensembles.

C'est en cela que réside la continuité avec Mendès-France : compromis constant entre des politiques divergentes. Le tout formant ce magma d'impuissance qui est commun à tous les gouvernements depuis des années et qui se traduit par des mesures au jour le jour sous la pression immédiate des événements.

Il y a pourtant une différence qui n'est pas de pure forme entre le gouvernement Edgar Faure et le gouvernement Mendès-France. Le rejet sans opposition du Parti Socialiste, l'impossibilité de constituer autrement qu'avec la participation de tous les groupes parlementaires bourgeois une nouvelle majorité, ont eu pour résultat de rendre plus difficile, plus incertaine la tâche des dirigeants de la SFIO, qui, grâce à la poudre aux yeux répandue après la signature de la paix de Genève, avaient pu convaincre le gouvernement Mendès-France, sans aller toutefois jusqu'à participer, ne peuvent plus, sans mettre en cause l'existence même de leur parti, servir de soutien à un gouvernement incapable de résoudre un quelconque problème. L'échec de l'expérience Mendès-France a donc les points de contact avec les situations de collaboration des classes. Pour les dirigeants de la SFIO, il n'est plus possible de se prononcer ouvertement en faveur d'un gouvernement qui continue la répression en Algérie, qui n'accorde aucune réforme sérieuse au Maroc et en Tunisie, qui ne fait que dégrader les conditions de travail, sans se discréder.

Pineau, dans sa déclaration, avait pourtant été bien modeste. Il avait réclamé une augmentation de 5 % à 10 % et avait préconisé une réduction de l'impôt sur les salaires. Cela suffit pour dresser sur ses petits ergots Paul Reynaud, défenseur des salaires, et pour imposer un gouvernement rétablissant le pouvoir d'achat de travailleurs à son niveau de 38, expropriant les trusts organisant la production et les besoins des masses, renouant aux alliances impérialistes, dominant l'indépendance aux peuples colonisés, l'aidant les autres peuples à se défendre. Au contraire, ils se sont prononcés pour une opposition constructive se réservant le droit de voter avec nous dans certaines occasions, pour la ratification définitive des accords de Londres et de Paris. Quant aux autres aspects de la situation internationale, pleins de patience et de foi républicaine, ils attendront les élections générales de 1957 pour en faire appel devant nous.

Cette attitude ne diffère pas beaucoup de l'attitude des dirigeants du PCF. Eux aussi se limitent à une opposition toute verbale, à l'humilité à l'égard des dirigeants du parti grand cas et de la participation de la classe ouvrière. Mais quelles conclusions en tire-t-elle ? Que les tra-

vailleurs engagés la lutte usine par usine ! M. Edgar Faure et ceux qui le suivent ont introduit entre ouvriers et paysans, c'est pourquoi organisations agricoles et organisations syndicales ouvrières, coopératives et délégués qualifiés ont formé un front plus attendu des comités de vente et de consommation et des comités de contrôle au sein desquels ils ont leur contrôle aux trusts de la distribution.

Nous avons là les raisons qui font que, jusqu'à la racine, toute impuissance de résoudre le moindre problème qu'elle soit, la bourgeoisie peut encore se maintenir au pouvoir, résister aux travailleurs toute augmentation substantielle de leur pouvoir d'achat, maintenir les peuples colonisés dans l'esclavage, dépenser des milliards de dollars dans les guerres coloniales et la préparation à la troisième guerre mondiale. Les dirigeants des grands partis ouvriers se refusent à résoudre le front unique de lutte des travailleurs qui, en liaison avec les luttes des peuples colonisés pour leur indépendance, en finirait avec le régime capitaliste.

L'expérience Mendès-France n'aurait pourtant pas été tout à fait inutile. Dans la mesure où elle a démontré l'impossibilité d'en sortir à l'aide de la participation ou du soutien à un quelconque gouvernement bourgeois, elle pousse les militants des grandes organisations ouvrières à rechercher sans autre voie que celle de la résolution progressive de leur programme révolutionnaire de leur donner la victoire, jusqu'au pouvoir ouvrier par le Front Unique ouvrier.

« L'expérience Mendès-France » n'aurait pourtant pas été tout à fait inutile. Dans la mesure où elle a démontré l'impossibilité d'en sortir à l'aide de la participation ou du soutien à un quelconque gouvernement bourgeois, elle pousse les militants des grandes organisations ouvrières à rechercher sans autre voie que celle de la résolution progressive de leur programme révolutionnaire de leur donner la victoire, jusqu'au pouvoir ouvrier par le Front Unique ouvrier.

L'ASSASSIN DE TROTSKY glorifié à la télévision américaine

La télévision américaine a consacré une heure le 20 janvier à une pièce sur l'assassinat de Trotski, dont l'auteur, B. Vos, un ancien trotskyste, a écrit en septembre 1947, puis avait rapidement changé de se consacrer à des occupations plus fructueuses. La pièce reprend l'essentiel de la vie de Trotski, son rôle dans l'assassinat. La lutte historique de l'opposition de gauche, puis de la IV^e Internationale, contre la dégradation bureaucratique des masses représentées comme un conflit personnel entre Staline et Trotski. Et c'est l'assassin, Jackson Morand-Mercader, qui est le héros de la pièce. Ce n'est pas le rôle de Staline, qui n'en était pas, au son premier crime, est représenté comme un doux rêve, victime des circonstances et de sa méconnaissance de la situation internationale des impérialistes américains avec le Guépéou contre les militants révolutionnaires se manifeste ainsi une fois de plus.

TÉMOIGNAGES DE SOLIDARITÉ

du S.N.I. de la Loire

A la suite des perquisitions avec sailes effectués au siège du journal « LA VÉRITÉ », organe du Parti Communiste Internationaliste (trotskyste)

des convocations devant la brigade criminelle et la Police Judiciaire des responsables d'articles sur les événements d'Algérie parus dans ce journal.

de l'information ouverte contre un parti politique légalement déclaré. Le Conseil Syndical de la Section de la Loire du Syndicat National des Instituteurs.

SENONNE qui pulvé a faire interroger par une brigade criminelle des militants qui n'ont fait qu'user de la liberté d'expression.

PROFESTE une fois encore contre les perquisitions dont sont l'objet les journaux qui ne suivent pas la ligne gouvernementale, et dénonce ces atteintes à la liberté de la presse.

DEMANDE que cessent des investigations et des poursuites que rien ne justifie, qui sont un défi à la liberté d'opinion et, par conséquent, à la liberté de la presse, compromettent la légalité républicaine et les fondements mêmes de la démocratie.

du cercle Zimmerwald de Niort

Le cercle Zimmerwald de Niort proteste contre les brigades que la police a exercées contre les militants du PCJ, contre la saisie et l'interdiction du journal « VÉRITÉ en Algérie », s'élève énergiquement contre ces nouvelles atteintes à la liberté de la presse.

Pour le Cercle Zimmerwald, le Secrétaire, MORNICHE.

du C.D.S.E. de la Loire

E.C.D.S.E. (Comité de Défense Sociale et d'Entr'aide, section de la Loire) nous communique :

Bien que n'ayant absolument rien de commun avec le parti trotskyste, nous tenons à porter, en joignant notre protestation à cette information des faits suivants à la connaissance du public.

Les militants trotskystes (parti communiste internationaliste IV^e Internationale) dont les noms suivent : Fontanel, Marguère, Bloch, Renard, Lambert, Lequenne, Biabry, Stephan, ont été arrêtés tour à tour convoqués à la police judiciaire, brigade criminelle (à la suite de leur prise de position politique sur les événements d'Algérie). Depuis le 17 janvier jusqu'au 3 février, ils ont subi interrogatoires, perquisition, saisie, puis interdiction du journal trotskyste « LA VÉRITÉ ».

Les militants trotskystes posent les questions suivantes : Notre parti est une organisation légale défendant publiquement ses positions politiques fondamentales sont connues. Pourquoi ses militants sont-ils convoqués à la brigade criminelle ?

Si être trotskyste, et adhérent d'un parti légalement constitué, le PCI (Section française de la IV^e Internationale) constitue un délit, que gouvernement prenne ses responsabilités. L'affaire sera claire. Chacun saura qu'il y a atteinte aux libertés démocratiques de tous les citoyens, atteinte à la liberté de la presse, atteinte à la liberté de l'opinion.

En communiquant cette déclaration au public, en tant que militants du C.D.S.E., en tant que participants au Comité de Défense des libertés de la Loire d'Outre-Mer, nous ajoutons que nous trouvons également inadmissible toute intervention policière entrant le droit d'information et la prise de position de citoyens français sur les problèmes d'Outre-Mer.

Pour le C.D.S.E. (Loire) Jean SERGNE Jean DUPERRAY

LE DROIT DE L'UNITÉ

DÉLÉGUÉ C.G.T. RENAULT (dép^t 76)

Interview paru dans le n° 18 de « L'Unité Syndicale » et reproduit avec l'autorisation de ce journal.

Penses-tu que les ouvriers de chez Renault puissent obtenir une augmentation de salaires qui les ramène au pouvoir d'achat de 1933 au moyen d'un accord résultant des discussions entre la direction de l'entreprise et les syndicats ?

L'attitude de la direction a été jusqu'à présent de refuser catégoriquement de discuter l'augmentation de salaires à l'échelle de l'usine Renault. Vous savez par expérience que toute augmentation de salaire ne peut être obtenue que par une lutte acharnée des travailleurs, à plus forte raison quand il s'agit d'une augmentation qui a pour but de nous ramener au pouvoir d'achat de 1933. Or il me semble douteux que cette lutte puisse être menée résolument dans l'état actuel des syndicats et des conditions de traitement de la direction. En effet, le mépris et le manque de dynamisme des syndicats entraînent une dispersion des énergies qui nuit à l'action des ouvriers. D'autre part, le système des primes directement lié à l'assiduité de l'ouvrier et à son vouloir du patron n'est pas fait pour encourager les travailleurs à la lutte.

— Au sujet des revendications concernant l'augmentation des salaires, estu partisan d'une augmentation égale pour tous ?

— Absolument.

— Quelles sont les revendications particulières des Nord-Africains travaillant en France ?

— Nous, Nord-Africains, sommes toujours prêts à lutter pour arracher nos légitimes revendications. Malheureusement, ce qui nous manque souvent, c'est la solidarité de nos camarades français et la compréhension de certains centres syndicaux.

Penses-tu que les événements actuels de l'Afrique du Nord aient des incidences sur la lutte des travailleurs nord-africains en France ?

— Pas un seul Nord-Africain en France n'est sûr de ce qui peut arriver demain à sa famille restée au pays ou à lui-même en France. L'insécurité la plus complète règne en Afrique du Nord. Dans leurs razzias et leurs exactions les troupes envoyées par le gouvernement ont fait beaucoup de victimes parmi les familles des travailleurs nord-africains résidant en France. Les rembos de leurs ayants droit de milliards frustrés aux travailleurs algériens par la caisse des allocations familiales ;

— La formation et la spécialisation de la main-d'œuvre nord-africaine ;

— Deux mois de congé annuel, dont un payé ;

— Des conditions de logement décentes ;

— Des mois de congé annuel, dont un payé ;

— La gestion des centres d'hébergement existant par les ouvriers nord-africains eux-mêmes ;

— Le paiement du voyage aller et retour aux Nord-Africains partant en congé chez eux ;

— La création de centres de dépiilage et de commissions de contrôle nord-africains pour enquêter sur les conditions de travail et d'hygiène des travailleurs nord-africains travaillant en France.

— A ton avis, quels moyens faut-il employer pour obtenir satisfaction de ces revendications ?

— Nous, Nord-Africains, sommes toujours prêts à lutter pour arracher nos légitimes revendications. Malheureusement, ce qui nous manque souvent, c'est la solidarité de nos camarades français et la compréhension de certains centres syndicaux.

Penses-tu que les événements actuels de l'Afrique du Nord aient des incidences sur la lutte des travailleurs nord-africains en France ?

— Pas un seul Nord-Africain en France n'est sûr de ce qui peut arriver demain à sa famille restée au pays ou à lui-même en France. L'insécurité la plus complète règne en Afrique du Nord. Dans leurs razzias et leurs exactions les troupes envoyées par le gouvernement ont fait beaucoup de victimes parmi les familles des travailleurs nord-africains résidant en France.

— Les rembos de leurs ayants droit de milliards frustrés aux travailleurs algériens par la caisse des allocations familiales ;

— La formation et la spécialisation de la main-d'œuvre nord-africaine ;

— Deux mois de congé annuel, dont un payé ;

— Des conditions de logement décentes ;

— Des mois de congé annuel, dont un payé ;

— La gestion des centres d'hébergement existant par les ouvriers nord-africains eux-mêmes ;

— Le paiement du voyage aller et retour aux Nord-Africains partant en congé chez eux ;

— La création de centres de dépiilage et de commissions de contrôle nord-africains pour enquêter sur les conditions de travail et d'hygiène des travailleurs nord-africains travaillant en France.

— A ton avis, quels moyens faut-il employer pour obtenir satisfaction de ces revendications ?

— Nous, Nord-Africains, sommes toujours prêts à lutter pour arracher nos légitimes revendications. Malheureusement, ce qui nous manque souvent, c'est la solidarité de nos camarades français et la compréhension de certains centres syndicaux.

LE DROIT DE L'UNITÉ

DÉLÉGUÉ C.G.T. RENAULT (dép^t 76)

Interview paru dans le n° 18 de « L'Unité Syndicale » et reproduit avec l'autorisation de ce journal.

Penses-tu que les ouvriers de chez Renault puissent obtenir une augmentation de salaires qui les ramène au pouvoir d'achat de 1933 au moyen d'un accord résultant des discussions entre la direction de l'entreprise et les syndicats ?

L'attitude de la direction a été jusqu'à présent de refuser catégoriquement de discuter l'augmentation de salaires à l'échelle de l'usine Renault. Vous savez par expérience que toute augmentation de salaire ne peut être obtenue que par une lutte acharnée des travailleurs, à plus forte raison quand il s'agit d'une augmentation qui a pour but de nous ramener au pouvoir d'achat de 1933. Or il me semble douteux que cette lutte puisse être menée résolument dans l'état actuel des syndicats et des conditions de traitement de la direction. En effet, le mépris et le manque de dynamisme des syndicats entraînent une dispersion des énergies qui nuit à l'action des ouvriers. D'autre part, le système des primes directement lié à l'assiduité de l'ouvrier et à son vouloir du patron n'est pas fait pour encourager les travailleurs à la lutte.

— Au sujet des revendications concernant l'augmentation des salaires, estu partisan d'une augmentation égale pour tous ?

— Absolument.

— Quelles sont les revendications particulières des Nord-Africains travaillant en France ?

— Nous, Nord-Africains, sommes toujours prêts à lutter pour arracher nos légitimes revendications. Malheureusement, ce qui nous manque souvent, c'est la solidarité de nos camarades français et la compréhension de certains centres syndicaux.

Penses-tu que les événements actuels de l'Afrique du Nord aient des incidences sur la lutte des travailleurs nord-africains en France ?

— Pas un seul Nord-Africain en France n'est sûr de ce qui peut arriver demain à sa famille restée au pays ou à lui-même en France. L'insécurité la plus complète règne en Afrique du Nord. Dans leurs razzias et leurs exactions les troupes envoyées par le gouvernement ont fait beaucoup de victimes parmi les familles des travailleurs nord-africains résidant en France. Les rembos de leurs ayants droit de milliards frustrés aux travailleurs algériens par la caisse des allocations familiales ;

— La formation et la spécialisation de la main-d'œuvre nord-africaine ;

— Deux mois de congé annuel, dont un payé ;

— Des conditions de logement décentes ;

— Des mois de congé annuel, dont un payé ;

— La gestion des centres d'hébergement existant par les ouvriers nord-africains eux-mêmes ;

— Le paiement du voyage aller et retour aux Nord-Africains partant en congé chez eux ;

— La création de centres de dépiilage et de commissions de contrôle nord-africains pour enquêter sur les conditions de travail et d'hygiène des travailleurs nord-africains travaillant en France.

— A ton avis, quels moyens faut-il employer pour obtenir satisfaction de ces revendications ?

— Nous, Nord-Africains, sommes toujours prêts à lutter pour arracher nos légitimes revendications. Malheureusement, ce qui nous manque souvent, c'est la solidarité de nos camarades français et la compréhension de certains centres syndicaux.

Penses-tu que les événements actuels de l'Afrique du Nord aient des incidences sur la lutte des travailleurs nord-africains en France ?

— Pas un seul Nord-Africain en France n'est sûr de ce qui peut arriver demain à sa famille restée au pays ou à lui-même en France. L'insécurité la plus complète règne en Afrique du Nord. Dans leurs razzias et leurs exactions les troupes envoyées par le gouvernement ont fait beaucoup de victimes parmi les familles des travailleurs nord-africains résidant en France.

— Les rembos de leurs ayants droit de milliards frustrés aux travailleurs algériens par la caisse des allocations familiales ;

— La formation et la spécialisation de la main-d'œuvre nord-africaine ;

— Deux mois de congé annuel, dont un payé ;

— Des conditions de logement décentes ;

— Des mois de congé annuel, dont un payé ;

— La gestion des centres d'hébergement existant par les ouvriers nord-africains eux-mêmes ;

— Le paiement du voyage aller et retour aux Nord-Africains partant en congé chez eux ;

— La création de centres de dépiilage et de commissions de contrôle nord-africains pour enquêter sur les conditions de travail et d'hygiène des travailleurs nord-africains travaillant en France.

— A ton avis, quels moyens faut-il employer pour obtenir satisfaction de ces revendications ?

— Nous, Nord-Africains, sommes toujours prêts à lutter pour arracher nos légitimes revendications. Malheureusement, ce qui nous manque souvent, c'est la solidarité de nos camarades français et la compréhension de certains centres syndicaux.

Le débat de la position de gauche

La conférence du Parti Communiste Italien qui a débuté le 9 janvier avait été précédée par la publication dans l'organe officiel du parti « L'Unité » du rapport de la direction du parti ainsi que d'une « tribune libre » de discussion qui parut depuis les premiers jours de janvier jusqu'à l'ouverture de la conférence.

Le rapport d'activité de la direction fut — selon le vif usage des partis staliniens — assez vague et imprécis ; les questions politiques y étaient écartées. Les points de vue communs, de mots d'ordre de propagande, d'optimisme officiel, furent les seuls éléments qui furent développés. Le rapport du parti dans la situation actuelle : en premier lieu l'état d'isolement dans lequel s'est trouvé le parti depuis son renforcement électoral du 7 juin 1953, la dégradation du militantisme dans ses rangs, la progressive démolition de ses meilleurs cadres, la crise d'organisation des meilleurs organes de son mouvement Turin et Milan, les villes les plus industrielles du Nord.

La raison des ces symptômes d'une crise générale du Parti, au moment même où les gains électoraux semblaient ouvrir la voie à une lutte pour le pouvoir, au moment même où le grand débat de l'Europe d'Amérique parlait du « danger rouge » en Italie ? Elle est évidente : parvenu à un succès électoral grâce au raz-de-marée du mécontentement populaire envers la politique réactionnaire du gouvernement démocrate-chrétien, le PC Italien, du fait de la situation internationale des forces dirigeantes qui se déclaraient en faveur d'un règlement de paix avec les partis de la bourgeoisie sur la base de la lutte contre le réarmement allemand décevait nettement les espoirs des prolétaires qui s'étaient groupés autour de lui et qui par leurs voix avaient exprimé la volonté de s'appuyer sur le Parti sur la route du pouvoir ouvrier, et pas sur celle d'opportunistes transactions avec la bourgeoisie.

D'autre part les partis gouvernementaux délaissent complètement les offres de collaboration du PC Italien ainsi que son appel, et ses déclarations de loyauté ne seront jamais prises en compte. Ainsi, en voulant gagner à la fois sur le plan de la politique bourgeoise et de la politique prolétarienne, le PC Italien perdait sur un plan comme sur l'autre.

Cette débâcle, faisant suite à la plus imposante des manifestations électorales, comme il est évident, nous ramenant à l'état d'isolement, nous ramenant à l'état de plus liés à ses luttes et aux tendances des militants de base.

Un débat révélateur

Ainsi lorsque la direction ouvrit dans les colonnes de l'organe officiel du Parti un débat, auquel étaient invités à participer les dirigeants, mais aussi les cadres inférieurs — la base était supposée parler par son organe interposé — les opinions hérétiques des cadres inférieurs furent exprimées. Les dirigeants du Parti d'Intervention d'Olivieri, secrétaire d'une section à Rome, et beaucoup de travailleurs, ont eu l'impression de l'impossibilité de luter en Italie contre la politique antidémocratique du gouvernement et des patrons en se contentant de dénoncer une situation qui ne changeait en rien, et de résoudre les problèmes des travailleurs au moyen de pétitions, de délégations, etc. ; et Di Prato de Livourne confirme à son tour, et ce je voudrais dire que les opinions d'Olivieri sont désormais monnaie courante parmi les

travailleurs de Livourne » et en parlant des mesures prises en décembre par le gouvernement, il dit : « La vérité : nous, communistes et socialistes, c'était notre devoir de le faire ; c'est avec les délégués qualifiés que nous avons obtenu la fonction d'une lutte plus déclarée, mais aussi plus efficace. »

L'insuffisance des méthodes de lutte syndicalisées ; le secrétaire de l'Union des syndicats de France, qui a été souvent sacrifié au mythe de la conciliation, et aussi au mythe de la conciliation ; nous avons ainsi semé la confusion et l'incertitude au moment où était clair que les longues stagnations et des usines faisaient le jeu des patrons. La prudence d'un plan organique d'action syndicale.

Les gros bureaucrates Roasio dont on connaît l'attitude pendant la guerre d'Espagne, remment ; « depuis quelques mois dans les organisations de lutte ouvrière, mais la discussion ne bouge pas ; les problèmes de tactique et les formes de cette lutte sont des discussions purement techniques ; l'organe qui nous dit la chose la plus importante : « la classe ouvrière il y a maintenant un processus de combat. »

Beaucoup d'autres problèmes furent discutés et prolonger la liste des citations on peut déjà tirer le constat que les méthodes de lutte syndicalisées, autorisées à débordé les fins que lui assignaient la discussion politique. Pour la première fois depuis Togliatti était mise en discussion par de larges secteurs de la conférence ?

Une conférence pré

La conférence fut organisée de la manière la plus frivole de remarquer que les délégués ne furent pas haut, c'est-à-dire par les comités de fédération. Le nous avons parlé ci-dessus, ne fut publié qu'à la veillée de la conférence, et seulement une nuit pour se lier à un ancien proverbe italien. Naturellement, l'atmosphère de fête et de confiance officielle qui, staliniennes ; c'est dans cette atmosphère que Togliatti, devant les problèmes qui agitent le PC Italien, il n'y a pas de doute que les unités nationales et les problèmes de tactique et les formes de cette lutte sont des discussions purement techniques ; l'organe qui nous dit la chose la plus importante : « la classe ouvrière il y a maintenant un processus de combat. »

travailleurs de Livourne » et en parlant des mesures prises en décembre par le gouvernement, il dit : « La vérité : nous, communistes et socialistes, c'était notre devoir de le faire ; c'est avec les délégués qualifiés que nous avons obtenu la fonction d'une lutte plus déclarée, mais aussi plus efficace. »

L'insuffisance des méthodes de lutte syndicalisées ; le secrétaire de l'Union des syndicats de France, qui a été souvent sacrifié au mythe de la conciliation, et aussi au mythe de la conciliation ; nous avons ainsi semé la confusion et l'incertitude au moment où était clair que les longues stagnations et des usines faisaient le jeu des patrons. La prudence d'un plan organique d'action syndicale.

Les gros bureaucrates Roasio dont on connaît l'attitude pendant la guerre d'Espagne, remment ; « depuis quelques mois dans les organisations de lutte ouvrière, mais la discussion ne bouge pas ; les problèmes de tactique et les formes de cette lutte sont des discussions purement techniques ; l'organe qui nous dit la chose la plus importante : « la classe ouvrière il y a maintenant un processus de combat. »

Beaucoup d'autres problèmes furent discutés et prolonger la liste des citations on peut déjà tirer le constat que les méthodes de lutte syndicalisées, autorisées à débordé les fins que lui assignaient la discussion politique. Pour la première fois depuis Togliatti était mise en discussion par de larges secteurs de la conférence ?

Une conférence pré

La conférence fut organisée de la manière la plus frivole de remarquer que les délégués ne furent pas haut, c'est-à-dire par les comités de fédération. Le nous avons parlé ci-dessus, ne fut publié qu'à la veillée de la conférence, et seulement une nuit pour se lier à un ancien proverbe italien. Naturellement, l'atmosphère de fête et de confiance officielle qui, staliniennes ; c'est dans cette atmosphère que Togliatti, devant les problèmes qui agitent le PC Italien, il n'y a pas de doute que les unités nationales et les problèmes de tactique et les formes de cette lutte sont des discussions purement techniques ; l'organe qui nous dit la chose la plus importante : « la classe ouvrière il y a maintenant un processus de combat. »

NOUVELLE GREVE DES DOCKERS ANGLAIS ?

(De notre correspondant)

Il semble inévitable qu'un mouvement de grève éclate sur les docks anglais si la situation actuelle continue à se développer.

Les employeurs des docks font pression sur le gouvernement Tory pour qu'il les aide à améliorer la discipline sur les quais.

Le règlement avait été institué par le gouvernement travailliste aussitôt après la dernière grève. Selon ce règlement les dockers avaient un salaire hebdomadaire garanti, qu'il y ait du travail ou non.

Selon ce règlement, les travailleurs des ports sont légalement assésés par et traités dans les bureaux des docks tout comme les employés individuels mais sont payés par les bureaux locaux du travail, qui dépendent du gouvernement.

Des négociations sont en cours entre les employeurs du port de Londres et les syndicats pour savoir si les heures supplémentaires doivent être facultatives ou obligatoires.

Les dockers ont eu recours à toutes les pressions pour endiguer ce mouvement, mais même de faire de l'apparence à leur syndicat une condition d'embauche dans le port.

Les dirigeants de la TGWU ont eu recours à toutes les pressions pour endiguer ce mouvement, mais même de faire de l'apparence à leur syndicat une condition d'embauche dans le port.

Un dirigeant stalinien des docks - V. Marney - a déclaré récemment dans une lettre à « Tribune », l'hebdomadaire bévaniste, que lui et ses amis s'opposent à toute grève de la NASDU pour ses droits.

Dans les mois qui viennent nous allons presser certainement voir les dockers anglais à l'action, faisant la démonstration de la solidarité et de la combativité pour lesquelles ils sont justement célèbres.

JOHN WHITE.

Au moment où nous mettons sous presse, on annonce que le patronat des docks se propose de licencier les dockers qui refusent les heures supplémentaires, attitude qui rendrait la grève inévitable.

Les dockers anglais dénoncent la collusion des staliniens, des réformistes et du patronat

DANS leurs magnifiques combats, qui leur ont valu l'admiration des travailleurs du monde entier, les dockers britanniques, et dans la coalition du patronat et de la bureaucratie des Trade Unions officiels, incarnée par l'archi-bureaucrate Deakin, ultra-atlantique, spécialiste de l'anticommunisme, et son syndicat la TGWU. A cette coalition contre les dockers sont pourtant venus se joindre les staliniens anglais. Tout quelle raison ? C'est ce qu'explique John McShane dans l'organe officiel du « syndicat bleu » en date du 28 février 1955.

« Presque chaque jour, quelque part sur les sept milles de quai de Liverpool, à l'heure du dîner, le « syndicat bleu » tient un meeting. ...Il est très rare que des partisans du syndicat orthodoxe TGWU viennent poser des questions on faire la contradiction. Visiblement ils ne sentent pas leur position trop solide. Mais il y a peut-être aussi une autre raison à leur abstention ; peut-être les dockers staliniens que leurs nouveaux alliés du PC peuvent faire le travail pour eux. Car, invariablement, la seule contradiction vient d'un des gars de la classe ouvrière. Ils affirment la véritable position de ce parti. Pendant des années le Parti Communiste a parodié comme le champion de la classe ouvrière. Il affirmait être prêt à combattre le patronat pour obtenir des conditions décentes dans notre industrie.

ce jusqu'au bout avec la bourgeoisie sur une ligne réaliste inspirée des besoins de la politique étrangère de l'URSS (d'ailleurs irréalisable étant donné que la bourgeoisie italienne est sur les positions de la politique américaine avec une fidélité désarmante en Europe) ; le deuxième, un programme confus de lutte prolétarienne répondant aux aspirations encore imprécises de la masse du parti. Le contraste était donc déjà dans les paroles de Togliatti ; mais il devait éclater bientôt en plain jour.

... où l'opposition s'exprime pourtant

Avant de sortir pour se rendre à la deuxième session les délégués trouvèrent dans leurs boîtes postales un long document D'ACTION COMMUNISTE dans lequel on attaquait avec véhémence « l'opportunisme de la clique Togliatti » et le « paternalisme bureaucratique régnant dans la ligne » opportuniste de Togliatti, le numéro 2, Longo, lui aussi s'empressa d'intervenir avec des phrases très gauchistes pour donner une satisfaction à la base. Terracini, ensuite, trouva l'occasion de sortir de la cage dorée où on le tient - en raisons de ses déviations d'avant la guerre - pour attaquer la bourgeoisie italienne et son gouvernement avec un ton jusqu'alors inconnu dans le PC Italien.

Les bureaucrates chargés de la « sécurité » cherchant de leur côté en vain les anonymes diffuseurs de la motion d'opposition ; ils réussirent seulement à savoir que le principal responsable était Giulio Seniga, ancien militant et homme de confiance de la base du parti. Seniga lui-même fut rendu responsable de l'activité de son ami et fut contraint de lire une intervention sans importance. Mais désormais les jeux étaient faits : une opposition de gauche, qui disait que la majorité des délégués pensait sans l'oser dire, n'était affirmée. Il n'y eut pas de séance, et la séance fut suspendue respectivement.

L'épilogue de la pénible querelle se joua à la réunion du CO du parti, immédiatement après la conférence. Seniga, accusé de complicité avec l'activité en province comme responsable régional, fut élu secrétaire et relégué Amendola, qui - comme par hasard - est connu comme spécialiste de l'anti-trotskyisme. Mais l'action clandestine des groupes d'action communiste entrepris par Seniga et Terracini n'a pas été interrompue. Nous en parlons dans un prochain article ; pour le moment le meilleur commentaire est donné dans un journal bourgeois, « LA STAMPA » ; « oui, c'est vrai, il y a une opposition dans le PC Italien. Mais il s'agit toujours d'une opposition qui reproche au Parti de ne pas être assez communiste ». Ces Messieurs sont évidemment déçus ; mais on ne pouvait dire mieux.

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

nce préfabriquée...

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

de la manière la plus anti-démocratique ; il suffirait de lire les conclusions suivantes : la direction du parti a été désignée par un comité de direction - que la direction du parti a lui assigné et est passée du premier coup à prendre le rôle de la « ligne » de la part de larges secteurs du Parti ; qu'allait-il se

Mais voilà ! c'est une chose de proposer des résolutions « dures » à un meeting pour savoir mais c'est dans la lutte véritable qu'on met à l'épreuve les hommes et les tendances, et non dans les discussions. C'est dans la lutte que les hommes ont fait preuve de rareté, et c'est là qu'on compte, camarades.

Car il n'y a pas besoin d'avoir été à l'université pour savoir que le rôle de Deakin sur les docks a consisté à s'aligner sur les patrons contre nous. Souvenez-vous de toutes les grandes grèves depuis 1954 ; les mutants éliminés de la politique de blocage des sauniers, et le rôle de la TGWU - ce ne sont que quelques exemples des relations entre Deakin et les patrons.

C'est pourquoi des milliers d'entre nous, peu enclins à supporter plus longtemps un tel état de choses, ont rompu avec la TGWU de Deakin et construit aujourd'hui un syndicat national des dockers, la NASDU. Nous le faisons parce que nous comprenons que nous ne pouvons pas attendre un véritable syndicat indépendant.

Dans ces conditions, où se situe le PC ? Poser la question, c'est y répondre. Le PC a choisi clairement et sans ambiguïté.

Il attaque le réarmement allemand, mais qui l'a joué le plus grand rôle pour imposer un mouvement syndical anglais, si ce n'est Deakin ?

Barrett (de secrétariat du « syndicat bleu ») : « Pas de réarmement, Chiang Kai Chek » parce qu'il est contre la guerre - qu'en pense Deakin ? Je suis prêt à parler là-dessus.

Le masque a été arraché à cette fausse caricature connue sous le nom de Parti Communiste Anglais. Que chaque dockeur se souvienne de ce qui est arrivé. Devant un puissant syndicat combattif qu'il ne peut contrôler, le PC s'est allié avec les patrons et la TGWU contre les dockers ».

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Ainsi, le principal obstacle à la fusion est la complète égalité des droits de toutes les nationalités, races et religions.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU. Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Vers la fusion syndicale aux États-Unis

De notre correspondant à New-York

Le 23 février 1955

VINGT dirigeants syndicaux de l'AIL et de la CIO ont signé le 17 février, un accord décidant la fusion des deux grandes organisations syndicales américaines.

L'accord n'est pas de dissoudre le CIO dans l'AIL ; l'intégrité des organisations CIO sera garantie de même que la complète égalité des droits de toutes les nationalités, races et religions.

Il est probable que, sauf imprévu, des congrès de l'AIL et du CIO vont ratifier l'accord de fusion avant la fin de l'année. Une déclaration commune de Georges Meany, président de l'AIL, et Walter Reuther, président du CIO, affirme que les deux formes syndicales seront reconnues par la constitution de la fédération CIO-TGWU.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

Le syndicat des ouvriers spécialisés et le syndicat industriel CIO qui organise tous les travailleurs d'une industrie sans tenir compte de leur profession. Ce dernier principe est que les bonzes de l'AIL ne veulent pas admettre il y a vingt ans, conduisant à la formation du CIO. Sans le CIO et sans la fédération CIO-TGWU qui permettent une lutte et une action contre les puissantes firmes monopolistes, l'ensemble du mouvement syndical américain n'aurait jamais atteint sa force présente.

SUR LE FRONT OUVRIER

CRAINTES ET PROMESSES d'un président du Conseil

DANS son discours d'investiture comme dans sa réponse aux interpellateurs, M. Faure n'a pas manqué de parler des travailleurs et des salariés. C'est obligatoire. Ministre des Finances sous le gouvernement Laniel, ministre des Finances sous le gouvernement Mendès-France, actuel président du Conseil... c'est en quelque sorte de la déformation professionnelle.

La montée en grade du ministre des Finances, devenu président du Conseil a d'ailleurs, cela va de soi, élargi les ambitions de M. Edgar Faure. Mais, ces fois, la fonction créant le langage, l'actuel président du Conseil fait des promesses, et quelles promesses!

Le rendez-vous d'avril sera tenu. Les salaires seront augmentés. Il y aura même des allègements fiscaux. Et ne manque plus que la lune!

Si le passé était une référence, le sort des promesses présidentielles serait vite réglé. Car c'est lui qui, en août 53, fut l'inspirateur de Laniel dans son refus d'accorder satisfaction aux grévistes. C'est lui qui, en juillet 54, déclara comme ministre des Finances, que l'empresse de lui embêter le pas, à la fixation du salaire minimum vital à 25.166 fr.

Aujourd'hui, donc, Edgar Faure, comme président du conseil, promet une augmentation des salaires... conditionnelle. Il ne s'agit, en effet, ni plus ni moins que d'augmenter de 2 à 3% le niveau général pour « envisager » une augmentation de salaires qui « pourrait » être correspondante.

Avec de telles formules, Edgar Faure peut affronter le rendez-vous d'avril. IL NE RISQUE RIEN. Il peut affronter les travailleurs sans avoir peur de leur tenir ce langage : « Moi, Edgar Faure, président du Conseil, je vous avais promis fin février d'augmenter vos salaires. Aujourd'hui, je me présente devant vous chiffres en mains et je suis sûr de vous dire que le produit brut a effectivement augmenté au delà d'un certain plafond qui, compte tenu de notre balance des comptes, compte tenu de nos engagements à l'OEEC, étant donné les impératifs du Fonds monétaire international et subséquemment aux secteurs concurrentiels à l'échelle internationale, que l'économie française se voit contrainte de soutenir, étant donné que les efforts dans la disparité des entreprises marginales... il apparaît difficile d'opérer une redistribution massive du revenu national en faveur des salariés. »

Et nous pourrions être sûrs qu'il sera question d'un certain rendez-vous en octobre.

La conception ministérielle et même présidentielle de l'augmentation des salaires ne cadre pas du tout avec les besoins ouvriers.

Toutefois, les promesses d'un Edgar Faure sont l'indice d'une crainte latente chez tous les ministres et présidents du Conseil depuis août 53, la crainte d'un mouvement de la classe ouvrière.

Devant la chute du pouvoir d'achat, et en l'absence de toute perspective qui pourrait en laisser espérer le redressement, la lutte pour l'augmentation des salaires est, mieux qu'une lutte, un défi.

Par dix mille canaux, les travailleurs, riches de l'expérience d'août 53, préparent les conditions d'une lutte d'ensemble pour une augmentation égale pour tous.

De ce fait, les craintes d'Edgar Faure sont bien justifiées.

Probablement le Bureau de la Fédération FO de la métallurgie vient d'illustrer de la plus belle façon le désir qu'elle a de faire aboutir les revendications ouvrières.

Fort de ses décisions de congrès, qui ne faisaient qu'exprimer la volonté unitaire des métallos, les syndicats FO de la métallurgie de la Seine pratiquent depuis un certain temps une lutte d'ensemble avec la CGT et l'ensemble des organisations syndicales.

La Fédération FO a délégué un représentant à la confédération des revendications (organisme paritaire où se retrouvent toutes les organisations syndicales, sauf la CFTC) pour y faire respecter la ligne de la Confédération FO sur l'unité d'action contre le délégué FO départemental.

Autrement dit, cyniquement et ouvertement, la confédération se pose comme anti-unitaire, au moment où l'unité semblait se réaliser à un niveau extrêmement bas. Il est vrai qu'elle reproche même aux métallos FO de la Seine de n'avoir pas suivi la CFTC qui veut discuter séparément avec les patrons. Mais encore, la Fédération FO anime un syndicat fantôme (celui de la banlieue nord) contre son propre syndicat de la région parisienne.

LES PAROLES...

(Suite de la première page)

une grande victoire apportant une amélioration substantielle, les quelques centaines de francs obtenus. Aujourd'hui il leur faut ouvrir la perspective du retour au pouvoir d'achat de 1952.

Cela traduit la pression exercée sur eux par les travailleurs et les militants qui veulent se battre, mais pour des objectifs qui en valent la peine. C'est-à-dire en finir une fois pour toutes avec leur misère. Et c'est pourquoi les travailleurs imposent des revendications réalistes, jugées hier utopiques par Frachon et Thorez, des revendications révolutionnaires. Nulle doute que pour des objectifs révolutionnaires, les travailleurs sauront recourir aux méthodes révolutionnaires.

S.P.E.L.

Achetez tous vos livres à notre SERVICE DE LIBRAIRIE 46, rue l'Arbre-Sec, PARIS 11^e

O.C.P. 6032-61 Paris

Commandes livrées dans les huit jours. Franco de port. Recherche de livres rares au mouvement ouvrier.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Le gérant: Fontanel.

Société Parisienne d'Imprimeries 4, Rue Baulmer - PARIS (IX^e)

UNITE D'ACTION REVENDICATIVE

LORSQU' la classe ouvrière tente de se rassembler, d'élaborer ses idées et les moyens pour assurer la cohésion morale et matérielle, contre son ennemi le capitalisme, nous voyons apparaître de bonnes idées, charitables, et très consciencieuses.

Les autres, pleines de leur importance et de leur « réalisme », expliquent la nécessité pour le prolétariat de défendre pied à pied ses revendications économiques, que les entreprises ne vont d'ailleurs pas lui, noyées dans le flot de si petites phrases.

Les luttes immédiates et les tâches plus amples du prolétariat sont-elles séparées par une muraille de Chine que l'on ne puisse franchir ? Ce que les travailleurs veulent, aujourd'hui, c'est se battre contre la bourgeoisie, immédiatement et tous ensemble, pour ne pas continuer à mourir à petit feu. Comme ces messieurs ne veulent pas lâcher leurs profits, tant pis pour eux. Ils ne nous arrêteront pas à mi-chemin — comme en 36, en 44, ou même en août 53.

UNITE D'ACTION REVENDICATIVE

SE battre tous ensemble. Cette phrase de jour en jour davantage s'exprime et incarne l'espoir du prolétariat de ce pays.

Mais sur quelles revendications, sur quelle plateforme, pousser toutes les classes à l'unité, les obligant à se faire à être les organisatrices de la victoire (et non plus des échecs) de la classe ouvrière ?

Les revendications de fonctionnaires revendiquent une augmentation hiérarchisée avec minimum de 4.000 fr. par mois. Les métallos sont divisés. La CGT met en avant 25 frs de l'heure. FO un salaire mensuel garanti; d'autres un salaire minimum horaire. D'autres comme la CFTC, ne veulent aucune augmentation réelle !

La tendance générale des fédérations et confédérations va vers une augmentation hiérarchisée des salaires. Partout — si juste que soit le mot d'ordre d'un salaire minimum vital — chaque fois que les travailleurs ont tenté en lutte c'est pour une augmentation immédiate des salaires. Mais que ce soit 10, 15, 20, 25 frs ou plus de l'heure, ils réclament une augmentation uniforme. Ils veulent soulager immédiatement leurs souffrances. Pour cela il leur faut réaliser l'unité d'action et donner à tous ceux qui luttent un même objectif.

Si les centrales revendiquent des augmentations hiérarchisées cela provient de leur optique de lutte par catégorie. Chaque catégorie étant estimée dévalorisée par rapport à une autre et toutes les catégories s'opposant — parfois même — entre elles au lieu de s'unir.

Cette orientation revêt les aspects les plus fantastiques. Pour le métré, nous aurons la revendication unitaire catégorielle, la CGT réclame pour un échelon une augmentation de... 19.195 frs par mois !

Nous qui la revendication en elle-même soit fautive. Mais avec les moyens de lutte très restreints mis en avant, c'est un mensonge de fixer comme unique objectif réalisable.

Mais il y a plus grave. Jusqu'ici, de toutes les centrales, la CGT était la seule à demander, au moins en paroles, le retour au pouvoir d'achat de 38.

Voici que la Fédération des cheminots CGT met en avant le retour au pouvoir d'achat de 1947. La quatrièrte est passée par là et ce syndicat laisse se les travailleurs du rail en faire les frais. Il faut qu'ils aient toutes les méthodes de productivité instaurées de 38 à 47, qu'ils en laissent les bénéfices aux actionnaires de la SNCF. Non contents de s'être faits leur propre ennemi, ils ont même délaissé encore que les prolétaires de France donnent une prime à ceux-là mêmes qui les ont menés au massacre.

Après cela, le membre du Comité Central du PCF Tournemine peut bavarder et broder sur la paupérisation du prolétariat dirigé par la CGT des cheminots Tournemine. Il émettra ce que valent ces paroles : il émettra ce qui se suit, le pas aux confédérations.

De la même façon, Duclos peut parler de la baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière de 50 % depuis 38 et mettre en avant les 40 h. payées 48. Il oublie que les salariés ne veulent pas seulement une diminution de leur peine mais aussi une augmentation immédiate de leurs salaires. Comme il n'y a ni unité, ni perspective de lutte, il ne définit pas non plus l'objectif d'une lutte d'ensemble. Il faut sortir de ces subtilités, et

embrouillages instaurés par les centrales syndicales avec leur politique à courte vue.

Les cheminots mettent en avant, 8.000, 10.000 frs d'augmentation par mois, pour tous. Les métallos tiennent à leurs 28 frs de l'heure pour tous. Les fonctionnaires veulent 7.000 par mois.

Lorsque les travailleurs parlent d'unité, ils entendent unité de buts et les moyens qui sont les mandataires des travailleurs, qu'ils confrontent donc à tous les échelons, leurs revendications, et les revendications élaborées dans les usines. Et ceci ensemble et à tous les échelons,

en même temps que les moyens de lutte qui en sont inséparables. Ils verraient alors que cette augmentation égale pour tous signifie la volonté de la classe ouvrière de ne pas faire les frais de la course à la productivité, de la course à la production de la bourgeoisie.

Les travailleurs ont un intérêt majeur à cette confrontation pour réaliser leur front de lutte. Ils ont besoin de leurs organisations syndicales leur volonté de s'unir, mais ils leur imposeront aussi leur volonté de s'unir sur des revendications qui puissent rassembler l'ensemble des travailleurs de ce pays : UNE AUGMENTATION EGALE POUR TOUS !

Si les syndicats veulent vraiment faire la preuve qu'ils sont les mandataires des travailleurs, qu'ils confrontent donc à tous les échelons, leurs revendications, et les revendications élaborées dans les usines. Et ceci ensemble et à tous les échelons,

une prime ne seront pas pris en considération.

Le personnel a fait 3 semaines de grèves intermittentes et grève totale du zèle, et vous voulez contents ? C'est un recul du Ministère ce déblocage de 210 + 10, dites-vous, et puisque vous ne devriez avoir que le coefficient 210. De plus 60 % du personnel va être touché par cette mesure... Et les 40 % qui restent, qu'en faites-vous ? Vous espérez, après ce compromis (dont vous ne devriez pas vous vanter !), pouvoir partir de ce palier pour faire plus le même travail ? Vous en tirerez (il aura bien raison !).

Le personnel, divisé maintenant, ne verra plus vos mots d'ordre qui éclatent au ciel. Vous n'avez aucun but concret. Vous avez l'air de vous éblouir, vous prenez le départ, mais vous stoppez tout le monde en plein air.

Une fois de plus, les syndicats ont lâché les employés. (Correspondant.)

SYNDICATS ET PROMESSES

DEPUIS mi-janvier nous débrayons à tantôt 5 heures, tantôt dans la matinée, tantôt dans l'après-midi. Nous a-t-on dit, pour lancer le grand coup, ne démarrez pas seuls aux Allocations Familiales ?

Après l'ancien, enfin, le débrayage à 15 heures et grand meeting à la Bourse du Travail avec les employés de la Sécurité Sociale. Les délégués des trois organisations qui prirent la parole résumèrent les pensées des trois syndicats unis (!) : « Nous ne capitulerons pas, nous n'accepterons pas de concessions, nous ne lâcherons rien, régionale et le Ministère (bravo), le coefficient 220 à tous les techniciens sans distinction, et nous ne voulons pas de cette question de critères d'ancienneté, ni 5 ans, ni 3 ans, ni 6 ans, messieurs les délégués, belles paroles ! Les employés applaudirent et certains scandèrent : Unité ! Unité ! Le président de séance prudent, nous fit remarquer que notre présence, là, dans cette salle, était suffisamment éloquent et qu'il ne fallait pas insister sur ce point. Qui de la salle ou de la tribune ne le portait pas ?

Après ce meeting, l'ordre a été donné aux employés de reprendre le travail normalement. Bien sûr, il ne faut pas résorber en huit jours le retard de trois semaines (avec la meilleure des volontés, qui le pourrait ?). Il faut aussi assurer les performances du samedi, etc., etc. Mais ce qui est pire, c'est que les syndicats qui ne voulaient que le 220 et rien que le 220 pour les techniciens, s'incriminent devant l'énoncé proposé par le Ministère et adopté par le Conseil d'Administration (à part les critères de rendement et qualité du travail) : coefficient 210 + 10 points de plus. C'est-à-dire que si vous donnez de la même façon, Bravo, syndicats unis » (contre le personnel peut-être ?), vous ne voulez aucun critère d'ancienneté, ni 5 ans, ni trois ans en effet, vous prenez le (juste) milieu : 4 ans !

Avec 210 + 10, nous perdons la qualité de polyvalents (coefficient 220) obtenue en 1951. Nous perdons peut-être nos versements Retraites, puisque la Caisse de Prévoyance calculera sur le coefficient 210 (les 10 points de la technicité étant

bureaucrates auraient raison. Mais il se trouve, et ce n'est pas un hasard, que les idées de la camarade Favrot sont celles de centaines et de milliers de cheminots.

La preuve n'en est-elle pas donnée par les nombreux témoignages de sympathie qui ont précédé puis suivi ces mesures autoritaires prises contre elle ?

Des camarades n'ont-ils pas proposé de réadhérer au syndicat pour démissionner des paroles et les mandataires de la CGT contre la volonté des bureaucrates ?

Une exclusion peut, peut-être régler le sort d'une section syndicale en la faisant crever. Elle ne peut régler le sort d'une fédération et d'une confédération. Ce qui est en cause, ce n'est pas les paroles et les manœuvres verbales de tel ou tel, ce sont les aspirations des centaines de milliers de cheminots à une revendication unitaire, leurs aspirations à une lutte d'ensemble. Et contre cela, que peuvent des bureaucrates avec leurs interdictions, alors renforcer la volonté des cheminots d'imposer leur point de vue et maintenir en place ceux et celles qu'ils estiment leurs authentiques porte-paroles.

Si le s'agissait de la camarade Favrot et de ses seules idées, les

licenciements. C'est l'expression même de l'anarchie capitaliste.

Et les syndicats se trompent lourdement s'ils croient pouvoir organiser contre l'anarchie alors qu'il s'agit de la détruire.

Les événements de chez J. J. Carnaud ne sont pas un fait isolé dans la région nantaise donnent cette possibilité de dénoncer largement tout le système capitaliste.

Que les syndicats ne saisisent-ils cette occasion qui leur est offerte pour organiser la lutte révolutionnaire contre ce régime qui condamne au chômage ceux qui veulent travailler et font crever d'une cynisme de foie les banquiers et les industriels ?

Il faudrait que ces syndicats soient révolutionnaires et ils ne le sont pas.

Les bureaucrates continuent leur œuvre

Elle n'était pas assez de la métallurgie, ce n'était pas assez des cheminots de Caen, cette fois c'est à Paris-Est que les bureaucrates frappent.

Notre camarade Lucienne Favrot, adhérente CGT depuis des années, responsable syndicale pendant toute une période, est, après de nombreux autres camarades, frappé de l'anathème bureaucratique.

Les raisons justificatrices importantes peu. L'essentiel est le but poursuivi et ce but est clair : éliminer par tous les moyens tout ce qui pourrait représenter un point de vue critique vis-à-vis de la politique confédérale.

La politique des pare-feu à quelque avantage. Elle désapprouve tout d'un certain sacrifice. Tel semble être aujourd'hui l'objectif que s'assignent les responsables syndicaux.

En effet, aucun d'entre eux ne se fait illusion sur les dommages que cause à l'organisation syndicale toute condamnation d'indépendance à l'égard de la direction officielle des syndicats, ennemis de la CGT, un tel argument pour démontrer qu'une organisation démocratique ne régit dans l'organisation confédérale. Ce qui n'est en

aucune façon, un remède à l'absence de démocratie existant dans ces mêmes syndicats, mais ce qui est un fait.

Les travailleurs, dans leur grande masse, trouvent dans ces condamnations une confirmation de leur affirmation qu'il n'y a rien à faire contre les apparats qui ont vu leur rôle quitter le syndicat que de s'en faire exclure. Quant aux inorganisés, quelle meilleure raison y a-t-il de leur inorganisation de ne pas être d'espérance « historica » auxquelles personne ne comprend rien.

Et les exclusions ne peuvent contenir cette tendance, mais qu'importe aux bureaucrates !

Car les bureaucrates viennent plus haut, plus tôt dans l'histoire, que ce que tout étouffement de la démocratie ne peut que causer du préjudice au syndicat. Mais ce qu'ils espèrent, c'est qu'en un coup de main, le dommage momentané et immédiat sera compensé par une fidélité plus grande ultérieurement des éléments exclus de confiance en eux. Quelle erreur !

Si le s'agissait de la camarade Favrot et de ses seules idées, les

licenciements. C'est l'expression même de l'anarchie capitaliste.

Et les syndicats se trompent lourdement s'ils croient pouvoir organiser contre l'anarchie alors qu'il s'agit de la détruire.

Les événements de chez J. J. Carnaud ne sont pas un fait isolé dans la région nantaise donnent cette possibilité de dénoncer largement tout le système capitaliste.

Que les syndicats ne saisisent-ils cette occasion qui leur est offerte pour organiser la lutte révolutionnaire contre ce régime qui condamne au chômage ceux qui veulent travailler et font crever d'une cynisme de foie les banquiers et les industriels ?

Il faudrait que ces syndicats soient révolutionnaires et ils ne le sont pas.

Les ouvriers de Basse-Indre menacés

3.000 ouvriers travaillent à Basse-Indre au service de J. J. Carnaud et Cie. La maison J. J. Carnaud est une très grosse tôle sidérurgique où on lamine.

Dans le souci de perfectionner son outillage pour mieux faire face à la concurrence nationale et internationale, la direction décide l'installation d'un des plus grands trains de laminaires à froid de France.

Cette direction prit d'ailleurs bien soin de prévenir le comité d'entreprise, voilà déjà un certain temps, que la pose de ce nouveau train de laminaires entraînerait des licenciements.

C'est aujourd'hui un fait quasiment accompli 2000 travailleurs risquent d'être licenciés.

Les syndicats, et ils ne pouvaient que faire moins, donneront le branle bas de combat. Ils s'unirent, ce qui était bien, mais sur quoi s'unirent-ils ? En fait sur rien, les paroles et les manœuvres se limitèrent à quelques délégations aux Pouvoirs Publics, et à des démarches auprès de la direction de l'entreprise. En fait, pour les syndicats, il s'agissait surtout de limiter les dégâts.

Or, chacun sait que la lutte contre les licenciements est une des plus dures qui soient. Les ouvriers de l'aéronautique en 1957-58 en firent l'amère expérience. Cette lutte ne peut être menée avec quelques chances de succès qu'à condition d'attaquer le mal à sa racine. Et le mal c'est la priorité privée des moyens de production.

En dehors de cela, les patrons persistent toujours à leurs fins car ils se placent dans le cadre de la légalité, et la légalité c'est d'abord la défense de leurs droits, avant tous autres.

Dans la lutte contre les licenciements, il n'y a pas de moyens termes.

Les licenciements, c'est l'expression même de l'anarchie capitaliste.

Et les syndicats se trompent lourdement s'ils croient pouvoir organiser contre l'anarchie alors qu'il s'agit de la détruire.

Les événements de chez J. J. Carnaud ne sont pas un fait isolé dans la région nantaise donnent cette possibilité de dénoncer largement tout le système capitaliste.

Que les syndicats ne saisisent-ils cette occasion qui leur est offerte pour organiser la lutte révolutionnaire contre ce régime qui condamne au chômage ceux qui veulent travailler et font crever d'une cynisme de foie les banquiers et les industriels ?

Il faudrait que ces syndicats soient révolutionnaires et ils ne le sont pas.